

Les conventions internationales de protection des droits de l'Homme : la crise des Ouïghours

Depuis plusieurs années maintenant, la Chine, sous couvert de combat contre le terrorisme islamiste, exploite le peuple ouïghours, une minorité musulmane vivant sur son territoire, dans des camps de travail forcé. Quelles sont les répercussions d'un tel agissement de la part du gouvernement chinois, un comportement bafouant les idéaux **humanistes** occidentaux ?



Contexte :

Qui sont les Ouïghours ?

Les Ouïghours sont une population minoritaire dans la région autonome du Xinjiang, dans l'extrême ouest de la Chine. Cette population est minoritaire, turcophone et musulmane contrairement aux hans, l'ethnie majoritaire en Chine. Les 11,5 millions de Ouïghours vivent

dans cette région depuis des siècles et ont des traditions et un mode de vie propres. Ils ont une longue histoire de lutte contre les **pratiques d'assimilation** chinoises et la gestion autoritaire et laïque de l'administration communiste. Cette lutte, qui remonte notamment à la Révolution culturelle de Mao Zedong, où une politique d'assimilation beaucoup plus dure a été mise en place envers les minorités.

En 2009, de sanglants affrontements ont eu lieu entre ethnies, depuis, une spirale répression-revendications entre l'Etat et diverses ethnies s'est emballée. Les mesures de contrôles politique et social s'intensifient et donc de nouvelles vagues d'attaques commencent. Dans certaines grandes villes, un conservatisme religieux s'amplifie, et avec le soutien d'Al-Qaïda en Syrie, le nombre de combattants djihadistes augmente. Xi Jinping déclare donc en 2014 la guerre contre le terrorisme, qui se traduit par une montée en puissance spectaculaire dans la "sécurisation" du Xinjiang: les dépenses de police explosent. La surveillance se généralise, notamment par le biais des nouvelles technologies. Un contrôle social extrêmement intrusif fait son apparition, ciblant des pratiques religieuses et traditionnelles jusqu'alors tolérées. Cette guerre contre le djihadisme et le radicalisme musulman se transforme en guerre contre la culture Ouïghoure et à ses habitants au Xinjiang.

Qu'est ce que les camps d'internement ?

Apparus comme des expériences de déradicalisation concluantes, une campagne de "rééducation" commence. Après de nombreuses attaques terroristes qui ont traumatisé la société chinoise et Xi Jinping, une politique de déradicalisation commence. Cette politique se généralise avec le nouveau secrétaire de parti du Xinjiang en 2016 (Chen Quanguo). Le nombre officiel d'arrestations au Xinjiang est multiplié par 8 entre 2016 et 2017, supposant des passerelles entre les camps et le système carcéral.

Un million de personnes d'après l'ONG sur une population d'environ 11 millions seraient détenus. Dans cette population des internements, il semblerait que 15% soient des soutiens à l'extrémisme et 5% des radicalisés. 1 200 camps seraient rapportés au Xinjiang. Des témoignages recueillis par des ONG et des médias occidentaux rapportent dans les camps une gamme extrêmement large de comportements ou de faits jugés suspects. Cette campagne d'éradication consiste en: un contrôle des naissances coercitif, des camps de rééducation, la destruction de l'héritage culturel, du travail forcé et des brutalités corporels, la destruction de lieux de culte, la séparation des enfants de leurs parents, la surveillance de masse, etc...

Dans les camps, les séjours sont à durée indéterminée, des témoignages racontent des sessions d'endoctrinement politique où il faut réciter les succès du Parti communiste, étudier le

chinois et dénoncer l'islam. La pratique de la religion y est interdite. Les camps sont des endroits affreux avec des conditions abominables, les personnes enfermées subissent un manque d'hygiène, une exposition au froid, une privation de sommeil ou de nourriture et parfois une obligation à faire des pratiques interdites pour les musulmans.

En quoi c'est une atteinte aux droits fondamentaux ?

Le Parti communiste chinois (PCC) nie les faits, mais les preuves d'une politique d'enfermement massif s'accumulent. Selon plusieurs rapports, des centaines de milliers de musulmans chinois y ont été enfermés. Pour la vice-présidente du Comité des Nations unies pour l'élimination de la haine raciale (Gay McDougall) le Xinjiang a été transformé « en ce qui se ressemble à un camp d'internement géant ».

Cette politique d'assimilation entraîne de graves violations des droits de la personne. Les autorités chinoises commettent au moins quatre des cinq actes cités dans la Convention sur le génocide : « atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe », « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle », « mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe », et « transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ».

Mais comment réagit la communauté internationale ?

Réponses Internationales :

Si les preuves s'accumulent depuis environ trois ans sur la répression des ouïghours, la communauté internationale a d'abord été avare de réactions de peur d'abîmer ses relations économiques et diplomatiques avec la Chine. *“L'inaction internationale démontre que la Chine est de plus en plus puissante et peut jouer de son influence diplomatique”*, déplorait alors Kyle Matthews, le directeur exécutif du Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (MIGS).

Mais depuis que des vidéos sur le réseau social tik-tok notamment ont montré des camps dans lesquels les membres de cette communauté étaient acheminés par trains et que, depuis plusieurs mois, des témoignages de Ouïghours vivant à l'étranger font état de pressions multiples pour les inciter à retourner en Chine et de sévices contre les membres de leur famille restés au Xinjiang, la communauté internationale sort de son silence et les condamnations s'enchaînent. Les Etats-Unis avaient ouvert le bal, ayant déjà commencé à dénoncer l'existence des camps de travail forcés fin 2019 : l'administration Trump avait en effet qualifié de “génocide” le traitement subi par la minorité musulmane. En juillet 2020, la première puissance mondiale impose à la Chine, des sanctions économiques telles que le placement sur liste noire

de onze entreprises chinoises, accusées de participer à la persécution de cette minorité musulmane. Les sanctions prises limitent fortement leur accès à des technologies et produits américains. Plus timides, certains membres de l'UE, dont la France, ont d'abord signé une lettre envoyée à l'ONU pour dénoncer la persécution des Ouïghours, le 10 juillet 2020.

Emmanuel Macron a, quant à lui, publiquement condamné, pour la première fois, dans un courrier envoyé le 6 septembre à des parlementaires français, les agissements du pouvoir central chinois contre les peuples musulmans du Xinjiang, et réclamé tout comme la Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, une enquête d'observateurs indépendants dans la région du Xinjiang. Or, la position chinoise en tant que membre permanent du conseil de sécurité, s'érige en véritable obstacle à l'arrêt de ces répressions et au travail de défense des droits de l'Homme de l'Organisation internationale, puisque la Chine dément toutes accusations.

Au sein de l'ONU, deux coalitions se forment et mènent une lutte diplomatique. La première coalition, composée d'États d'Europe de l'Ouest, du Canada, du Japon et de l'Australie, dénonce la politique chinoise de persécution culturelle et religieuse à l'encontre des Ouïghours. La seconde, constituée notamment de la Russie, de l'Argentine, de l'Inde, de la Corée du Nord ainsi que de pays d'Afrique et du Moyen-Orient, salue au contraire la bravoure du Président Xi Jinping. Ces États félicitent la Chine pour sa politique efficace de lutte contre le terrorisme, et applaudissent des progrès en matière de respect des droits de l'Homme.

La Chine a cependant autorisé, après une énième réclamation d'un "accès total" à la région du Xinjiang par l'ONU, des visites très encadrées des soi-disant «centres de formation professionnelle» pour adultes. Ainsi, face au manque de coopération de la Chine, en mars 2021, les sanctions tombent : Les ministres des Affaires étrangères de l'UE approuvent l'inscription de quatre dirigeants et d'une entité de la région chinoise du Xinjiang sur la liste des sanctions pour les violations des droits de l'homme créées en décembre. Le Royaume-Uni et le Canada ont adopté les mêmes mesures que l'UE. Les États-Unis ont sanctionné deux des quatre responsables chinois identifiés par les Européens. Les sanctions européennes, consistent en une interdiction de se rendre dans l'UE et un **gel des avoirs** détenus dans l'Union européenne.

Un éveil de conscience chez les multinationales ?

Ces dernières années, plusieurs scandales ont éveillé les consciences sur l'impact écologique et humain désastreux de la *Fast Fashion*. Mais ce dont on parle moins, c'est de la violation des droits humains dont fait l'objet le peuple Ouïghour en ce moment même. Lorsqu'ils ne sont pas

détenus dans ces camps de “rééducation”, les Ouïghours sont envoyés dans des camps de travail forcé pour fabriquer les objets qui seront vendus au quatre coins du globe.

La Chine est le premier producteur de coton au monde. Sa mine d'or (ou dans le cas présent, de coton) réside dans le Nord-ouest du pays, au Xinjiang, où 84% du coton national est produit. D'après les estimations du New York Times, 1 vêtement en coton sur 5 dans le monde contient du coton ou du fil provenant de cette région et donc d'usines qui exploitent très probablement des Ouïghours.

Selon un rapport de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) publié en mars 2020, 83 marques de renommée mondiale participeraient à l'exploitation de cette minorité en Chine, dont 38 dans le secteur du textile. La « Liste de la honte », comme la nomme le député européen Raphaël Glucksmann :

La liste de la honte

Abercrombie & Fitch, Acer, Adidas, Alstom, Amazon, Apple, ASUS, BAIC Motor, BMW, Bombardier, Bosch, BYD, Calvin Klein, Candy, Carter's, Cerruti 1881, Changan Automobile, Cisco, CRRC, Dell, Electrolux, Fila, Founder Group, GAC Group (automobiles), Gap, Geely Auto, General Electric, General Motors, Google, H&M, Haier, Hart Schaffner Marx, Hisense, Hitachi, HP, HTC, Huawei, iFlyTek, Jack & Jones, Jaguar, Japan Display Inc., L.L.Bean, Lacoste, Land Rover, Lenovo, LG, Li-Ning, Marks & Spencer, Mayor, Meizu, Mercedes-Benz, MG, Microsoft, Mitsubishi, Mitsumi, Nike, Nintendo, Nokia, The North Face, Oculus, Oppo, Panasonic, Polo Ralph Lauren, Puma, Roewe, SAIC Motor, Samsung, SGMW, Sharp, Siemens, Skechers, Sony, TDK, Tommy Hilfiger, Toshiba, Tsinghua Tongfang, Uniqlo, Victoria's Secret, Vivo, Volkswagen, Xiaomi, Zara, Zegna, ZTE. **#COMPLICES**

#FREEOUIGHOURS

Source : *compte instagram @raphaelglucksmann*

Raphaël Glucksmann, via une campagne sur les réseaux sociaux, a largement contribué à diffuser en France les coulisses du Xinjiang . Pour briser le silence, le député européen a appelé les internautes à faire pression sur les marques mises en cause. Boycott et buycott sont devenus de nouvelles formes de s'engager, et de nouveaux moyens d'inciter les marques à cesser leur collaboration avec les fournisseurs et sous-traitants chinois utilisant le travail forcé des Ouïghours.

Des jeunes activistes pour le climat ont également pris part dans la cause ouïghours. Ils ont réalisé une action dans les magasins du centre de Paris pour dénoncer la participation de différentes marque au génocide et à l'exploitation des Ouïghours en Chine.

Ils appellent à reproduire l'action partout et sans limites.

Autant d'exemples de marques accusées de se fournir auprès des 27 usines complices où plus de 80 000 individus auraient été transférés de force entre 2017 et 2019.



Source : compte instagram @youthforclimateparis

Prise de conscience et espoir de changement

Le 19 Juin 2020, Adidas s'engage à ne jamais recourir dans sa chaîne de production aux travailleurs forcés Ouïghours et à couper toute relation avec les fournisseurs le faisant.

Le 26 juin c'est au tour de Lacoste. Dans une déclaration, PVH Corporation (Calvin Klein et Tommy Hilfiger), a nié s'approvisionner en produits fabriqués au Xinjiang. PVH a ajouté qu'il mettrait fin à tous les liens commerciaux avec les usines et les moulins, et qu'il n'utiliserait plus le coton cultivé, dans le Xinjiang, au cours de l'année prochaine.

H&M a expliqué au Guardian avoir conclu un partenariat indirect avec un producteur de fil opérant dans le Xinjiang, et que l'entreprise est en train de revoir son travail avec lui.

2e Victoire!

LACOSTE nous répond et s'engage à cesser toute activité avec des fournisseurs et sous-traitant impliqués dans l'exploitation des travailleurs forcés Ouïghours.

La mobilisation paie! Bravo à tous.



1. Cesser toute activité avec des fournisseurs et sous-traitants impliqués dans l'exploitation des Ouïghours :

LACOSTE :

2. Rendre publique les mesures prises :

LACOSTE :

3. Devoir de vigilance sur toute la chaîne de production en Chine :

LACOSTE :

Source : compte instagram @raphaelglucksmann

Des déclarations insuffisantes, des dénis...



Mais tout cela n'était qu'un mensonge. Des chercheurs indépendants viennent de révéler des documents accablants qui prouvent que ZARA entretient bel et bien des relations commerciales avec deux entreprises chinoises qui mettent en esclavage les Ouïghours : Huafu et Luthai Textile.



Le groupe Zara a catégoriquement nié son implication dans cette affaire, allant jusqu'à affirmer que l'ASPI a rétracté ses propos les incriminant. Une posture largement décriée par Raphaël Glucksmann, entre autres, qui dénonce la "complicité" de la firme espagnole.

Nike a également nié son implication sans justification. Polo Ralph Lauren affirme cesser de travailler avec les usines du Xinjiang, mais

les Ouïghours peuvent être exploités dans d'autres régions de la Chine. Certaines marques affirment avoir pris conscience du problème et agi en conséquence, mais n'ont donné que peu de précisions. Mais encore beaucoup trop de marques sont restées d'un silence de marbre face à toutes ces accusations. Elles n'ont ni nié, ni avoué, leur silence fait preuve de leur complicité et participation dans le génocide Ouïghours.

Pékin nie, encore et toujours :

Pour l'instant, le régime chinois nie ces accusations, comme il l'a toujours fait. En réaction aux déclarations françaises, un porte-parole de la diplomatie chinoise a assuré que la politique de son pays dans la région ne relevait pas des droits de l'Homme ni de la liberté de culte, mais de la lutte contre "le terrorisme et le séparatisme". Il a dénoncé les "mensonges" selon lesquels les centres de formation professionnelle au Xinjiang seraient "des camps de concentration" où "plus d'un million de Ouïghours" seraient "emprisonnés" : "Cette décision, qui ne repose sur rien d'autre que des mensonges et de la désinformation, ignore et déforme les faits", a annoncé le ministère chinois des Affaires étrangères dans un communiqué.

La politique de Pékin au Xinjiang "ne vise aucun groupe ethnique spécifique ni religion", a-t-il affirmé : "Nous sommes fermement opposés à l'utilisation des questions religieuses à des fins politiques et d'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine"

La Chine "s'oppose fermement et condamne vivement" les sanctions européennes, indique le ministère des Affaires étrangères, ajoutant que ses propres sanctions viseraient les citoyens

européens ainsi que leurs familles, leur interdisant d'entrer en Chine continentale, à Hong Kong et Macau. Ces derniers "et les entreprises et institutions qui leur sont associées ont également l'interdiction de faire des affaires avec la Chine", a ajouté le ministère.

Parmi les dix personnes visées figurent notamment les eurodéputés français Raphaël Glucksmann et allemand Reinhard Bütikofer, président de la Délégation pour les relations avec la Chine du Parlement européen, ou encore le chercheur allemand Adrian Zenz, dont les rapports sur le sort des Ouïghours dans la province du Xinjiang ont suscité de vives remontrances de Pékin.

Vocabulaire :

- **Une politique d'assimilation:** une politique qui consiste à utiliser des moyens, généralement planifiés, en vue d'accélérer la minorisation ou la liquidation de certains groupes linguistiques.
- **Humanisme :** l'humanisme est un concept philosophique, juridique et politique apparu avec les Lumières, selon lequel tout être humain possède des droits universels et inaliénables peu importe la législation locale. Ces droits sont inscrits dans la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme, adoptée en 1948, par les Nations Unies.
- **Gel des avoirs :** Le gel des fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques consiste à empêcher l'utilisation, l'altération, le mouvement, le transfert de ces fonds, avoirs et ressources ou l'accès à ceux-ci. C'est une sanction couramment utilisée par la communauté internationale.

Sources

https://www.lemonde.fr/international/article/2018/09/13/comprendre-la-repression-des-ouigours-de-chine-en-cinq-questions_5354673_3210.html

https://www.liberation.fr/planete/2019/09/05/ouighours-au-xinjiang-un-lent-et-silencieux-genocide-culturel_1749543/

<https://fashionunited.fr/actualite/business/ouighours-la-crise-diplomatique-entre-pek-in-et-les-occidentaux/2021032926625>

<https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/les-etats-unis-sanctionnent-11-entreprises-chinoises-pour-leur-participation-a-la-persecution-des-ouighours-1225204>

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-11-12/traitement-des-ouighours/cibler-l-economie-chinoise.php>

<https://www.franceculture.fr/geopolitique/comprendre-la-repression-des-ouighours-par-la-chine-en-quatre-points-cles>

Résumé :

Depuis plusieurs années maintenant, le gouvernement chinois, sous couvert de combat contre le terrorisme islamiste, exploite le peuple ouïghours, une minorité musulmane vivant sur son territoire, dans des camps de travail forcé. Quelles sont les répercussions d'un tel comportement de la part du gouvernement chinois, un comportement bafouant les idéaux humanistes occidentaux ? Comment la communauté internationale ainsi que les agents économiques réagissent à cette crise ? Répressions sévères au nom des conventions de protections des droits de l'Homme, ou bien sanctions timides, privilégiant les intérêts économiques que représente la Chine et tant pis pour la dignité humaine ?